

Une ONG burundaise fustige le manque de civisme fiscal des dirigeants du pays

APA, 10-08-2011 Bujumbura (Burundi) - L'Observatoire de la lutte contre la corruption et les malversations économiques (OLUCOME), une ONG burundaise, a fustigé mercredi le manque de civisme fiscal qui caractérise, selon lui, les dirigeants du pays accusés de ne pas vouloir payer leurs impôts et autres taxes. Gabriel Rufyiri, président de l'OLUCOME, a indiqué au cours d'une conférence de presse, que son combat a abouti au paiement de l'impôt par les travailleurs des ONG et des ambassades, ce qui a permis à l'Etat d'encaisser près de 2 milliards de Francs burundais (FBU), soit 2 millions de dollars.

Il a accusé dans la même foulée l'Etat de vouloir soutirer de l'argent aux petits contribuables. S'exprimant sur le carburant qui s'écoule actuellement à Bujumbura et à l'intérieur du pays, où il y a de longues files d'attente aux stations services, l'OLUCOME se dit étonné, soupçonnant des spéculations pour créer une pénurie artificielle afin de faire monter les prix. « Tout cela n'est pas compréhensible du fait que, selon les informations que nous détenons, le prix du baril de pétrole a chuté sur le marché mondial », atteignant même son niveau de septembre 2010. Le litre d'essence coûtait alors 1700 FBU et le mazout 1660 FBU contre 2080 FBU actuellement pour le premier et 2050 FBU pour le second. L'OLUCOME se demande alors pourquoi le prix de l'essence au Burundi peut monter continuellement même quand on observe une chute sur le marché mondial. L'Observatoire fait par conséquent observer que la pénurie de carburant est née d'un conflit d'intérêt entre les pétroliers et l'Etat qui veut augmenter les taxes (à l'exportation) au détriment du consommateur, a-t-il dit. Il a fait remarquer que cette situation confuse profite aux spéculateurs qui vendent le prix de l'essence entre 3500 et 4000 FBU sur le marché noir de Bujumbura. L'OLUCOME n'a pas manqué de rappeler montées intempêtes des prix des autres produits observés ces derniers jours comme le sucre -alors que le pays en produit- l'eau et l'électricité, le passeport, ainsi que les denrées alimentaires.